

Ecrit par le 4 juillet 2024

Saint-Remy-de-Provence : l'entreprise Betoobe s'agrandit avec le rachat d'Adjungo



Betoobe, éditeur d'une plateforme permettant de gérer l'intégralité du cycle de vie des flottes mobiles, vient d'annoncer l'acquisition de 100% des titres de la société parisienne Adjungo. C'est la première opération de croissance externe de l'entreprise Saint-Rémoise.

Créée en 2018 à Saint-Remy-de-Provence, la société Betoobe n'a cessé de croître depuis sa naissance. Si au départ l'équipe ne se composait que de 5 collaborateurs, elle devrait en réunir 35 d'ici la fin de l'année. Le chiffre d'affaires, lui aussi, n'a cessé d'évoluer et devrait atteindre 4 millions d'euros à la fin de 2022, telle est l'ambition de l'entreprise. Ces estimations se justifient notamment par la récente acquisition de la société Adjungo.

Créée en 2011, Adjungo, qui réunit à ce jour plus de 15 personnes, a acquis une forte notoriété auprès de clients Grands Comptes autour de la gestion de flottes, de l'expertise en Solutions UEM (Unified Endpoint Management) et d'outils de mobile device management. Son rachat devrait donc permettre à Betoobe de franchir un nouveau cap, notamment en développant l'offre de services en région Île-de-

Ecrit par le 4 juillet 2024

France et en renforçant son expertise autour des solutions d'administration de parcs mobiles.

« Nous sommes fiers de ce rapprochement avec les équipes d'Adjungo, explique [Sébastien Reverdy](#), cofondateur de Betoobe. Notre nouvel ensemble va offrir à nos équipes des perspectives attractives. Nous allons créer un cadre unique associant environnement de travail au service de nos valeurs orientées développement durable et bien-être au travail. »

V.A.

Yes Provence : balade 'vintage' au cœur de la Provence



C'est une invitation à l'évasion à laquelle nous convient Yann Durandard, Sébastien Assante et Xavier Blanc. En lançant la plateforme '[Yes Provence](#)' en début d'année, les trois amis se sont donnés pour défi de faire (re)découvrir au public le terroir provençal et ses richesses à bord de voitures anciennes.

Ecrit par le 4 juillet 2024

Citroën 2 CV, Méhari, Mini Monte-Carlo, Coccinelle et Combi Van Volkswagen... autant de modèles ayant connu leur heure de gloire et qui trouvent aujourd'hui une seconde jeunesse avec 'Yes Provence'. Fondée par les trois acolytes fin 2019 début 2020, implantée à Saint-Rémy-de-Provence et l'Isle-sur-la-Sorgue, la toute jeune société entend bousculer les codes de la location de voiture. «Nous sommes tous les trois motivés par l'envie de faire connaître cette si belle région, explique Yann Durandard. Et quoi de mieux pour découvrir autrement ces magnifiques paysages provençaux que de rouler au volant d'un véhicule ancien ? C'est une façon de prendre le temps de profiter de la balade et de retrouver cette sensation de liberté au volant de voitures décapotées.»

Une appli pour faire son circuit

'Yes Provence', c'est une flotte d'une quinzaine de véhicules 'vintage' qu'il est possible de louer de la demi-journée, à la semaine entière avec ou sans chauffeur, pour ceux qui seraient tentés de retrouver les sensations d'antan, volant en main. «Nous souhaitons que nos clients vivent une expérience originale, souligne Yann Durandard. Nous proposons des paniers pique-nique avec des produits locaux issus du terroir pour ceux qui partent pour la journée et nous plaçons un téléphone à l'intérieur de chaque voiture louée qui renferme une carte interactive proposant les points d'intérêt à découvrir. Ainsi, nos clients n'ont pas à se soucier de savoir où se rendre, ils n'ont qu'à cliquer, tout est indiqué.» Une cinquantaine de points sont actuellement référencés dans les secteurs du Ventoux, des Alpilles et du Luberon : les lieux à visiter, les adresses gourmandes, et même les endroits où l'on peut admirer les plus beaux couchers de soleil. Des voitures anciennes mais avec une pointe de modernité afin de permettre à chacun de s'y retrouver, que ce soit pour des balades en couple, entre amis, pour des mariages et même des opérations de cohésion d'entreprise.

A plein régime

Depuis le déconfinement, l'activité tourne à plein régime. «Notre clientèle vient de toute la France mais aussi du coin, précise Yann Durandard. Avec la crise sanitaire et la période de confinement, je pense que les gens ont besoin de cette liberté retrouvée et de savourer l'instant présent.» Soutenus dans leur démarche par les acteurs locaux (hôtels, restaurants, mairies), les trois amis souhaitent embaucher deux personnes supplémentaires en 2021 pour renforcer l'équipe. En attendant, ils planchent sur la possibilité de mettre à la location des 2 CV 100 % électriques afin de réduire l'empreinte carbone et ainsi faire connaître, dans les meilleures conditions qui soient, les paysages si chers à Marcel Pagnol.

www.yesprovence.com

Résonances dans les Alpilles

Ecrit par le 4 juillet 2024

Résonances
Estampes de Dominique Héraud
JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 2020

OUVERT
du
Ma au dim
10h à 17h
Été 18h

MUSÉE DES ALPILLES
VILLE DE SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE

ethnologie
et arts
graphiques

Place Favier - 13518 Saint-Rémy-de-Provence cedex - Tél. 04 90 92 68 24
www.museedesalpilles.fr

Saint-Rémy
DE PROVENCE

Après plus de deux mois de fermeture en raison du confinement, le musée des Alpilles rouvre au public. Afin de relancer la saison culturelle et touristique locale, la ville de Saint-Rémy-de-Provence a décidé d'élargir la gratuité de l'entrée à l'ensemble des visiteurs jusqu'au 30 août. Le musée des Alpilles propose une promenade dans un bâtiment classé Monument historique qui met en valeur une collection riche et variée sur les thèmes de l'ethnologie et des arts graphiques. La visite permet de découvrir l'exceptionnel territoire des Alpilles. Le graveur Dominique Héraud investit le lieu en proposant 'Résonances' une série de gravures récentes, des livres d'artistes et un carrousel mu par un vélo...

Ecrit par le 4 juillet 2024

Jusqu'au 30 septembre 2020. Du mardi au dimanche inclus de 10h à 18h. Rencontre avec l'artiste Dominique Héraud tous les mercredis de 14h à 17h. Musée des Alpilles. 1, place Favier. Saint-Rémy-de-Provence. 04 90 92 68 24. <http://www.museedesalpilles.fr>

Maires courage

Ils se sont adaptés, ils ont improvisé et ils ont dominé leur sujet. Les élus préférés des Français incarnent le bon sens près de chez nous. Ils ont su informer et mobiliser les citoyens en premier de corvée, sans directives ni stratégie claire du gouvernement. Quatre maires nous ont ouvert leurs portes pour nous raconter leur quotidien.

« Nous sommes de bons petits soldats, mais il faudrait de temps en temps qu'on nous dise quoi faire », ironise Dominique Santoni, maire d'Apt (11 700 habitants). L'exécutif donne cette mauvaise impression aux maires de refiler le bébé aux élus locaux dès lors qu'une responsabilité pourrait être évoquée devant l'opinion publique ou les tribunaux.

Selon les mots de Jean-Michel Blanquer*, prononcés une semaine avant la réouverture des premiers établissements scolaires, « on a besoin de renforcer à la fois la souveraineté nationale et le pouvoir local (...). On a besoin du représentant de l'Etat comme le directeur d'école, mais aussi du maire (...) et d'initiative à l'échelle locale ». Mais qui porterait le chapeau si un groupe d'enfants venait à être hospitalisés à la suite d'une contamination à l'école ?

Se débrouiller seul

« La question de cette responsabilité pénale qui pourrait peser sur nous, tous les maires y pensent », convient Hervé Chérubini. L' élu en ballottage de Saint-Rémy-de-Provence (9 600 habitants) considère néanmoins que la responsabilité politique reste première. « D'abord, si j'avais été un inquiet, je n'aurais pas pris ce mandat de maire que j'exerce depuis près de 25 ans. Ensuite, l'expérience m'a démontré qu'il vaut mieux apprendre à se débrouiller seul, quel que soit le gouvernement en place. » Et quelles que soient les circonstances : celle d'une crise sanitaire ne laissait rien augurer de bon dans un pays aux autorités sanitaires affaiblies.

« L'expérience m'a démontré qu'il vaut mieux apprendre à se débrouiller seul, quel que soit le gouvernement en place. » Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy-de-Provence

Ecrit par le 4 juillet 2024

L'affaire du 'sang contaminé', suite à la distribution de lots de sang infectés par le virus du Sida sous le gouvernement de Laurent Fabius a laissé des traces dans tous les cabinets ministériels. Celle du Médiateur a montré les conditions effarantes d'attribution des autorisations de mise sur le marché comme des indications de prescription des médicaments, sans parler de l'indigence de la veille sanitaire.

Un boulet qui traîne. Son inertie est telle que les maires ont vite pris les choses en mains, ayant acté dès le début de la crise l'incapacité de l'Etat à protéger les Français avec de simples masques en papier. « Nous nous sommes retrouvés dans l'inconnu du confinement. Du jour au lendemain, il a fallu faire face à une situation inédite », décrit Thierry Lagneau, maire de Sorgues (18 300 habitants).

Un nouveau cadre juridique, une logique contradictoire

Quelles initiatives les maires peuvent-ils prendre dans des circonstances si inhabituelles ? Avant, si un panneau de basket tombait par accident dans un collège en provoquant la mort d'un élève, le maire et l'enseignant étaient automatiquement poursuivis pour imprudence, bien que sans lien direct avec les faits :

Depuis juillet 2000, la loi 'Fauchon' institue un régime dérogatoire de responsabilité pénale concernant les élus qui peut seulement être invoquée sous trois conditions : la faute est caractérisée, elle expose autrui à un risque que l'auteur n'ignorait pas, ce risque présente une gravité particulière.

Ce régime vient d'être amendé *in extremis*, le 11 mai, grâce à un accord entre députés et sénateurs pour 'sécuriser' les maires. Il est désormais prévu que la responsabilité doit être appréciée au regard « *des compétences, du pouvoir et des moyens dont disposait l'auteur des faits dans la situation de crise ayant justifié l'état d'urgence sanitaire, ainsi que de la nature de ses missions ou de ses fonctions, notamment en tant qu'autorité locale ou employeur* ». En clair, le texte permet au juge de faire la distinction entre les autorités nationales qui ont décidé la stratégie du 'déconfinement' et les acteurs locaux qui n'en sont que les exécutants.

« Et pourquoi pas un concours de boules ? »

« Pour les écoles, un document gouvernemental précisant les conditions de réouverture de 63 pages a été rédigé. Nous avons eu une semaine pour en prendre connaissance, ingurgiter et restituer aux personnels qui doivent mettre en œuvre » témoigne Hervé Chérubini. « Nous étions, depuis le 16 mars, à cheval entre le devoir de continuité du service public et l'obligation de répondre aux préconisations de l'Etat. Cette logique contradictoire nous a conduits à mettre en place une cellule de crise et un plan de continuité de l'activité avec un tiers de nos agents présents sur le terrain et une population avide d'informations » précise t-il.

« Du jour au lendemain, il a fallu faire face à une situation inédite. » Thierry Lagneau, maire de Sorgues

Ecrit par le 4 juillet 2024

Le prochain défi sera l'adoption du budget primitif de la commune « avec cette difficulté supplémentaire que l'on dit aux gens de ne pas se réunir à plus de 10 personnes et à 15 par classe, mais que l'on pourrait autoriser les conseils municipaux à le faire. Je ne vois vraiment pas comment organiser un conseil avec nos 33 élus sans qu'on vienne aussitôt me demander pourquoi ne pas faire un concours de boules de suite après ? ». Même si les maires ne sont pas dépourvus d'humour, ni d'expérience - depuis 2004, le maire joue un rôle majeur lorsque des événements de sécurité civile engagent une gestion de crise - ils restent confrontés en permanence au principe de réalité face aux annonces de l'Etat.

« Chacun fait ce qu'il peut, les bonnes volontés ne manquent pas - loin de là - mais à vrai dire tout est un casse-tête. Il y a une foule de problèmes du quotidien que l'on a du mal à régler, faute d'informations ou de directives claires. 'On vous en dira plus dès que l'on en saura davantage', voilà ce à quoi nous sommes tous confrontés. Pour l'ouverture des écoles, par exemple, il a d'abord été question de n'ouvrir que 3 classes, puis toutes les classes maternelles et élémentaires. Puis on est revenu au premier scénario. Mais le travail des équipes consiste la plupart du temps à faire du sur-mesure, et sans attendre », observe Dominique Santoni. « Comment adapter le service de cantine quand on ne sait pas combien d'enfants se présenteront le matin à l'école ? Nous avons opté pour des plateaux repas que l'on peut conserver du jour au lendemain pour pouvoir étaler la distribution, le cas échéant ».

L'exemple aptésien de gestion de crise

Dès le début de l'épidémie, Apt a activé son plan communal de sauvegarde. « Cette petite avance de deux semaines a permis de passer en revue l'ensemble des domaines relevant de la commune : gestion, continuité de service à la population, affaires scolaires, sociales, entretien, nettoyage, préparation de listes de volontaires, identification des personnes âgées, isolées et vulnérables, mesures de prévention, etc. Nous avons fait l'inventaire de nos stocks et partagé nos ressources, donné 10 000 masques à l'hôpital et 4 000 aux médecins de ville et aux infirmiers ». En pratique, l'équipe municipale se réunit toutes les semaines et garde le contact par internet et téléphone. L'hôpital, réorganisé aux premières heures de la crise, a doublé le nombre de lits pouvant accueillir des patients. « Nous avons aussi réfléchi avec l'hôpital à une structure d'accueil pour ceux qui présentent un risque de contagion pour leur famille, ayant eu une petite dizaine de retours à domicile de patients atteints du Covid-19 », ajoute Dominique Santoni. « Nous avons enrichi le dispositif du Centre communal d'aide sociale (CCAS) par des appels, 2 fois par semaine, à nos aînés pour rompre la solitude, assurer le portage de courses, médicaments ou attestations. Et puis nous avons pu identifier les personnes sans domicile fixe pour les inviter à rejoindre un foyer d'accueil à Cavaillon. J'ai encore des doutes, car il y a beaucoup de questions à traiter, comme la situation des femmes battues que nous voudrions bien pouvoir recevoir dans des hôtels. Nous avons peu de demandes, mais je pense que la réalité est plus préoccupante qu'il n'y paraît » avance l'élue.

« Nous avons donné 10 000 masques à l'hôpital et 4 000 aux médecins de ville et aux infirmiers. » Dominique Santoni, maire d'Apt

Ecrit par le 4 juillet 2024

S'agissant du risque sécuritaire, la police municipale en lien avec la gendarmerie et le Psig (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) de Saint-Saturnin-lès-Apt a procédé à plus de 8 000 contrôles (17 mars à fin avril) aboutissant à 125 verbalisations, dont celle des propriétaires récidivistes du célèbre 'lapin aptésien' ayant fait la 'Une' de la presse nationale, pris comme bouclier animal pour tenter de légitimer des promenades proscrites en centre-ville...

« Cela s'est plutôt bien passé », confirme Hervé Chérubini. A Saint-Rémy, phare des Alpilles, 12 000 contrôles pour 1 à 2% de verbalisation. « Le TGV a fonctionné à plein régime jusqu'au 16 mars pour ceux qui ont des résidences secondaires. Au-delà, certains ont choisi d'intégrer l'amende à leur venue illégale. D'autres ont bravé l'interdiction préfectorale visant les locations de vacances, je ne suis pas naïf. Mais, au total, c'est un phénomène marginal ».

Comment ont-ils géré l'urgence au-delà des compétences ?

Depuis le début de la crise, les communes et les intercommunalités apportent des réponses aux besoins des habitants, y compris en participant financièrement à des décisions prises par l'Etat, au-delà même de leur champ de compétences. C'est notamment le cas pour les masques. « On ignore qui va payer, mais ce n'est pas neutre », souligne Dominique Santoni. Depuis le 15 mai, la mairie distribue sur demande et sur rendez-vous des masques agréés Afnor (Association française de normalisation), lavables 30 fois, et efficaces pendant 1 mois. Ils ont coûté 2,80 € l'unité.

Encore faut-il qu'ils parviennent à destination. S'improviser logisticien pour identifier des fournisseurs fiables qui livrent des masques à prix raisonnable n'est pas chose facile. Libres de lancer leurs propres importations de masques depuis le 21 mars, les collectivités ont fait l'objet de réquisitions de l'Etat, comme à Sorgues qui y a perdu ses kits complets de protection. « Je comprends, vu l'état d'urgence du moment », assure Thierry Lagneau. Le maire s'attarde plutôt sur la cohésion locale. « Notre chance, c'est la générosité des habitants et l'imagination qui nous ont permis de fabriquer près de 7 000 masques en textile lavables 'made in Sorgues' (Ndlr : 1 000 à la Tour d'Aigues). Nous avons trouvé et sommes allés chercher à Clermont-Ferrand 9 kilomètres d'élastique pour lancer notre production. Nous refusons d'être confrontés à une situation de pénurie. En 15 jours, ce sont 200 personnes qui se sont portées volontaires pour coudre des masques à la main dans la salle des fêtes transformée en atelier », se félicite l'élu dont l'épouse, infirmière libérale, a participé à l'opération. Les élus ont ensuite fait du porte-à-porte pour distribuer à la population. « Nous avons vécu des moments très sympas, malgré ce contexte car nous avons aussi eu la chance d'avoir notre maison de retraite (Aimé Petre) qui a très bien géré la situation ».

« La vraie question c'est d'aider des gens qui cherchent des solutions. » Jean-François Lovisolo, maire de La Tour d'Aigues

La fonction sera-t-elle revalorisée dans 'le monde d'après' ?

« Après la réouverture des écoles, l'autre grande préoccupation des maires est de savoir comment il sera

Ecrit par le 4 juillet 2024

possible de se réorganiser car nous allons vivre dans ce département une saison touristique catastrophique ». Elu du premier tour des municipales du 15 mars, Jean-François Lovisolo, maire de la Tour d'Aigues et président de l'Association des maires de Vaucluse (AMV) a annoncé que sa première décision sera de faire voter l'annulation de la redevance d'occupation du domaine public pour les cafés, restaurants et commerces de vente à emporter. « Ils ont tenu jusqu'à présent avec des reports de charge, étalement de dettes, mais ça ne suffit pas car faut faire rentrer de l'argent dans les caisses ! La vraie question c'est d'aider des gens qui cherchent des solutions. Personne n'a jamais réussi à marcher sans avoir essayé de le faire. Alors on tâtonne et ça ressemble souvent à un match de l'équipe de France : tout le monde à un avis et forcément le bon. Face aux pertes de boulot et de chiffre, il me paraît cependant clair que nous devons organiser une solidarité au plan local même si nous n'avons plus la compétence pour verser des aides économiques directes. On ne peut pas tout attendre de la région ou des intercommunalités. Beaucoup de maires devront d'ailleurs abandonner ou différer, pour 4 ou 5 ans, des projets d'investissement afin de faire face aux dépenses imprévues qui ont été ou seront engagées. »

Une chose est sûre : l'Etat a tout intérêt à se concilier les bonnes grâces des élus préférés des Français pour gérer la crise sociale qui l'attend. « Je voudrais saluer ces gens qui souffrent, confinés dans des logements dégueulasses. Faudra-t-il attendre une nouvelle rue d'Aubagne pour que l'on puisse, enfin, autoriser les maires à lancer des procédures pour fermer ces logements insalubres que l'Etat finance à travers les caisses d'allocations familiales ? ». Des réunions sont prévues sur le sujet avec les représentants de l'Etat, mais pas avant septembre ou octobre, s'indigne Jean-François Lovisolo. Les maires semblent encore avoir un train d'avance en attendant que leur fonction soit revalorisée dans le monde d'après.

Hervé Tusseau

**(Le Figaro, 3 mai)*

À lire également ["Commerce local : les maires interpellent le président de la République"](#)

Un nouveau cinéma d'ici 2022 ?

Écrit par le 4 juillet 2024



La municipalité de [Saint-Rémy-de-Provence](#) et l'[association 'Ciné-Palace'](#) ont accéléré concernant la réalisation d'un cinéma de 3 salles.

Impulsé depuis 2015, ce projet devrait finalement voir le jour à l'emplacement de l'ancienne piscine municipale mise à disposition par la ville. Le futur équipement culturel situé en entrée du centre-ville bénéficie du soutien du CNC (Centre national de la cinématographie) et devrait afficher une capacité totale de 390 spectateurs. Le site, espéré pour 2022, dispose également d'un potentiel d'une centaine de places de stationnement supplémentaires.

« Un équipement de 3 salles est indispensable pour l'association Ciné- Palace, afin de répondre à la demande d'un public nombreux : choix de films élargi, soirées à thème, développement de l'offre art et essai », explique Christian Billon, président du Ciné-Palace. De quoi faire face à la hausse de fréquentation des films programmés par l'association avec une seule salle (+49% depuis 2014) et ce d'autant plus que le bail privé du site actuel arrive à échéance en 2022.

Ecrit par le 4 juillet 2024

Un centre aquatique d'ici 2023

La commune de [Saint-Rémy-de-Provence](#) vient d'acter son projet de centre aquatique. Le futur équipement sportif, dont le marché de maîtrise d'œuvre pourra être lancé courant 2020, sera construit au-dessus du stade synthétique de la Petite Crau, où il complètera l'offre des équipements sportifs déjà implantés (comme le skate-park). Le projet comporte notamment un bassin de 25 mètres de long, un petit bassin de 90 m2, une pataugeoire et un espace de détente (sauna, hammam...). Le site sera destiné à pratiquer la natation individuelle, dans le cadre privé, scolaire ou périscolaire, associatif, et pourra accueillir ponctuellement des manifestations sportives. Le projet, d'un montant d'environ 5 M€ millions financé à hauteur de 3,5 M€ par le [Conseil départemental des Bouches-du-Rhône](#), devrait aboutir à l'automne 2023.